



**MINISTÈRE
DES ARMÉES
ET DES ANCIENS
COMBATTANTS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Règlement du défi cyber « Détection de fake vidéo »



TABLE DES MATIERES

I. CONTEXTE DU DEFI	3
II. OBJECTIFS DU DEFI	3
III. DÉROULEMENT DU DEFI	3
IV. MODALITÉS DE PARTICIPATION AU DEFI	4
V. DOSSIER DE CANDIDATURE ET LIVRABLES	4
VI. CRITÈRES DE PRESELECTION ET CLASSEMENT	6
VII. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	6
VIII. COMMUNICATION	6
IX. RESPONSABILITÉ.....	6
X. CONFIDENTIALITÉ.....	7
XI. ANNULATION ET SUSPENSION DU DEFI.....	7
XII. LOI APPLICABLE.....	8

I. CONTEXTE DU DEFI

La guerre de l'information est partie intégrante de toute stratégie militaire, les armées françaises font l'objet d'attaques informationnelles dans le cyberspace, orchestrées par des groupes ou des États hostiles à leur action. La lutte informatique d'influence (L2I) désigne les opérations militaires conduites dans la couche informationnelle du cyberspace pour détecter, caractériser et contrer les attaques. Ce défi s'intéresse plus particulièrement à la capacité à détecter des fake vidéo, utilisés par exemple pour perturber la conduite d'une opération militaire par la propagation de fausses informations.

II. OBJECTIFS DU DEFI

Le défi a pour objectif d'identifier les solutions innovantes **on premise** permettant la **détection automatisée de fake vidéo** (avec ou sans audio) et de mener une évaluation de leur capacité à détecter des menaces à l'état de l'art :

- De vidéos complètement générées par IA
- De vidéos partiellement modifiées par IA ou traitements classiques

Ce défi est organisé par le ministère des Armées, représenté par le Commandement de la cyberdéfense (« COMCYBER »), l'Agence de l'Innovation de Défense (« AID ») et l'Agence Ministérielle pour l'Intelligence Artificielle de Défense (AMIAD).

Le présent règlement détermine les règles et modalités de participation au Défi « détection de fake vidéo ».

III. DÉROULEMENT DU DEFI

Déroulement du défi	
Mars 2026	Lancement du défi et ouverture des inscriptions
Phase 1	Présélection
Vendredi 29 mai 2026	Date limite de dépôt des dossiers de candidatures
Vendredi 19 juin 2026	Annonce des candidats retenus pour l'audition
Mardi 30 juin 2026	Audition des candidats retenus à l'Innovation Defense Lab avec envoi préalable des supports de présentation
Avant le 10 juillet 2026	Annonce des lauréats sélectionnés pour les phases suivantes avec fourniture de la procédure d'évaluation
Phase 2	Evaluation de la capacité de détection
Début septembre 2026	Envoi des échantillons de tests pour la détection
Mi-octobre 2026	Envoi des données d'évaluation (les délais de transmission des résultats par les candidats seront précisés dans la procédure d'évaluation)
Phase 3	Détermination des lauréats
Fin octobre 2026	Désignation des lauréats
Au plus tard vendredi 13 novembre 2026	Communication des résultats détaillés aux candidats
ECW 2026	Présentation des lauréats à la conférence CAID 2026 (Conference on Artificial Intelligence for Defense)

Le Ministère des Armées se réserve le droit de modifier les dates du défi si des impératifs opérationnels l'imposent.

Phase 1 présélection

La phase de présélection se déroule selon les modalités suivantes :

- **Etape 1** : les candidats élaborent leurs **dossiers de candidature** et les transmettent au plus tard au jalon indiqué ci-dessus.

- Etape 2 : le comité de sélection analyse les dossiers de candidature reçus au regard des critères de classement définis dans le présent règlement. Les candidats ayant remis les dossiers jugés les plus pertinents sont reçus en **audition** à l'Innovation défense lab (15^e arrondissement de Paris).

Lors des auditions, les candidats devront présenter :

- le porteur et les partenaires éventuels avec leurs rôles respectifs, en soulignant les compétences et expériences pertinentes par rapport au sujet du défi
- une description technique de leur solution de détection et de la feuille de route associée, avec si possible, une présentation de résultats de détection avec comparaison par rapport à l'état de l'art

Au terme de ces deux étapes, le comité de sélection choisira les candidats retenus pour les phases suivantes du défi, selon les critères de sélection définis à l'Art.6.

L'AID communique à tous les candidats par courrier électronique envoyé à l'adresse renseignée lors de l'inscription les résultats de la présélection, avec pour les candidats retenus, l'envoi de la procédure d'évaluation et des échantillons de tests

Phase 2 évaluation de la capacité de détection

La phase d'évaluation se déroule selon les modalités suivantes :

- Etape 1 : Les candidats vérifient avec les données de tests leur capacité à utiliser le jeu de données d'évaluation
- Etape 2 : le jeu de données d'évaluation est transmis et les candidats **déroulent la procédure d'évaluation** et renvoient les résultats. Le comité de sélection effectue un classement des résultats reçus selon les critères de la procédure d'évaluation.

Phase 3 détermination des lauréats évaluation de la capacité de détection

- Etape 1 : information des résultats aux candidats avec identification des lauréats,
- Etape 2 : les lauréats retenus présentent leurs solutions lors de la **conférence CAID 2026** (Conference on Artificial Intelligence for Defense) à l'**ECW** (European Cyber Week).

IV. MODALITÉS DE PARTICIPATION AU DEFI

L'inscription et la participation au défi sont gratuites. Les candidats ne peuvent prétendre à aucune indemnité pour leur participation.

Les candidats peuvent être un organisme de recherche ¹ ou une entreprise (seule ou avec des partenaires pouvant inclure des organismes de recherche. Il faut dans ce cas que les modules du partenaire soient industrialisés et intégrés dans la solution du porteur, ou à minima dans la feuille de route du porteur avec un accord signé entre les deux entités). Un candidat ne peut pas concourir à la fois en tant que candidat individuel et candidat au sein d'un groupement, sauf un laboratoire.

Seules les sociétés françaises et les organismes de recherche ayant un établissement en France peuvent participer au défi.

V. DOSSIER DE CANDIDATURE ET LIVRABLES

Les candidats transmettent, dans le respect du calendrier défini à l'Article 3, leur dossier de candidature et les livrables demandés à l'adresse ci-dessous, en prenant le soin de mettre dans l'intitulé de tout mail « [Défi détection fake #vidéo – Nom de l'organisme du candidat] » :

agence-innovation-defense-defi-cyber.contact.fct@intradef.gouv.fr

¹ Il s'agit d'un partenaire de droit public ayant pour vocation principale d'effectuer de la recherche (tels qu'EPST, université, EPIC de recherche, etc.) et les partenaires/entités de droit privé exerçant une activité de recherche, ayant un établissement en France et n'étant pas des sociétés commerciales

Phase 1 de présélection

Au titre de la phase 1 de présélection, les candidats devront remettre un **dossier de candidature** comprenant les éléments et documents suivants au format PDF:

- un point de contact pour le défi (avec nom, adresse mail et téléphone)
- un document technique en utilisant le modèle joint « 2_Dossier-défi-cyber_Détection fake vidéo_Nom-porteur » (renommer le document en remplaçant « Nom-porteur » par le nom du porteur), comprenant
 - o une description des compétences techniques et travaux antérieurs réalisés en lien avec l'objectif du défi pour le porteur et les partenaires, et leurs contributions respectives à la solution qui sera évaluée
 - o une description technique de la solution de détection de fake vidéo, en détaillant l'architecture utilisée, les traitements automatiques de détection (**le défi porte sur les résultats issus de ces traitements automatiques**), les données utilisées pour entraîner les modèles, le processus mis en place afin de rester à l'état de l'art des outils de génération de fake vidéo. Si la solution intègre en complément des étapes de post-analyse manuelles le document pourra le préciser
 - o un focus sur les aspects innovants de la solution, par rapport à l'état de l'art et/ou d'autres solutions identifiées
 - o une présentation de la feuille de route technique produit
- une fiche pour chaque partenaire industriel (le cas échéant) en utilisant le modèle joint « 3_Fiche_Description-Société_Nom-organisme » (renommer le document en remplaçant « Nom-organisme » par le nom du porteur ou partenaire concerné)
- une copie d'un extrait Kbis de moins de trois (3) mois pour les partenaires industriels
- le règlement du défi signé par le porteur du projet
- l'engagement de non diffusion des données du défi signé par le porteur du projet et les partenaires en utilisant le modèle joint « 4_Engagement non diffusion données défi fake vidéo »

Le dossier pourra utilement être complété de toute autre pièce que le candidat jugera opportun de communiquer.

Phase 2 évaluation de la capacité de détection

Les lauréats devront remettre :

- les résultats d'analyse du jeu de données transmis
- l'analyse des limites actuelles identifiées des outils et les éléments de feuille de route prévus le cas échéant

En cas de difficultés ou d'impossibilité de lecture d'un livrable par l'une au moins des parties, il est de la responsabilité du lauréat concerné d'y remédier avant la date de fin de dépôt des livrables finaux. Passé ce délai, les parties se réservent le droit de disqualifier le lauréat en cause du défi.

VI. CRITÈRES DE PRESELECTION ET CLASSEMENT

Critères de classement de la phase 1 de présélection

Pour évaluer les propositions de projet, le comité de sélection utilise une grille d'évaluation constituée des critères suivants :

Critères	Points
Pertinence technique de l'approche	30
Caractère innovant de l'approche	30
Pertinence de la feuille de route	20
Apport des compétences et expériences détenues par le porteur et les partenaires	20

Exigences et critères de classement de la phase 2 d'évaluation

Les critères seront fournis dans la procédure d'évaluation.

VII. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Propriété intellectuelle sur les données du ministère des Armées :

- le ministère des Armées demeure titulaire de tous les droits sur les données soumises aux candidats dans le cadre du défi.

Propriété intellectuelle sur les solutions des lauréats :

- le candidat reste propriétaire de la solution technologique développée dans le cadre du défi.
- chaque candidat est seul juge de l'opportunité et des modalités d'une protection des informations qu'il transmet par la revendication de tels droits.

VIII. COMMUNICATION

Les candidats autorisent le ministère des Armées à reproduire leur marque à titre gratuit sur les supports de communication autour du défi, tels que et sans que ce soit exhaustif : écrans sur sites internes et externes, signatures / newsletters e-mail, communiqués de presse, affiches / kakémonos sur salons, réseaux sociaux de l'organisateur ou du commanditaire.

Les candidats autorisent également le ministère des Armées à reproduire leur dénomination sociale, leur nom commercial sous les mêmes conditions ainsi que leur logo tel que reproduit dans le dossier de candidature.

La présente autorisation entre en vigueur à compter de la date du début du défi, et pour la durée et les besoins visés dans les finalités susmentionnées.

Les candidats comprennent que ces autorisations ont pour objet de contribuer à la mise en valeur de leur projet.

Toute communication par les candidats concernant tout ou partie du défi doit faire l'objet d'une demande d'autorisation préalable à l'Administration, avec soumission des grandes lignes puis si avis favorable, transmission du contenu rédigé de la communication pour autorisation finale.

IX. RESPONSABILITÉ

La responsabilité du ministère des Armées ne pourra être engagée en cas de panne ou de dysfonctionnement du réseau de télécommunication utilisé, qui aurait notamment pour effet d'empêcher l'identification ou l'accès à tout site internet utile pour la participation au défi.

La participation au défi implique la connaissance et l'acceptation des caractéristiques, des limites et des risques du réseau internet et des technologies qui y sont liées, notamment eu égard aux performances, au temps de réponse, à la sécurité des logiciels et du matériel

informatique face aux diverses attaques potentielles du type virus, bombe logique ou cheval de Troie et à la perte ou au détournement de données. En conséquence, le ministère des Armées ne pourra être en aucun cas tenu pour responsable des dommages causés au candidat du fait de ces caractéristiques, limites et risques acceptés.

Le ministère des Armées ne pourra, en aucun cas, être tenu pour responsables du dommage causé par le défaut ou le retard d'acheminement des livrables et notamment du refus de prise en compte de ces livrables en raison d'une soumission hors des délais fixés dans le règlement, par le défaut ou le délai d'acheminement de tout courrier électronique envoyé dans le cadre du défi.

Le ministère des Armées ne pourra être tenu pour responsable en cas de modification totale ou partielle, de suspension, d'interruption, de report ou d'annulation du défi pour des raisons indépendantes de sa volonté. Dans de telles hypothèses, il informera dans les plus brefs délais les candidats par courriel.

Le ministère des Armées ne pourra être tenu pour responsable des conséquences d'une disqualification d'un candidat en raison de sa violation du règlement.

X. CONFIDENTIALITÉ

Est une « **Information Confidentielle** » toute information appartenant au ministère des Armées ou au candidat, communiquée ou rendue disponible par, ou au nom de, la « **Partie Divulgateur** » ou la « **Partie Réceptrice** », directement ou indirectement, qu'elle soit ou non formellement identifiée comme étant confidentielle, notamment sans limitation, liste de clients, registres, rapports, analyses, déclarations fiscales, compilations, études, formulaires, méthodes des affaires ou de management, plans d'affaires, données marketing, documents de design, dessins, information d'ingénierie, analyses financières, plans, formules, savoir-faire, idées, inventions, informations de marché, plans marketing, procès, produits et informations afférentes, secrets d'affaires et toute information obtenue directement ou indirectement, par la Partie Réceptrice par l'inspection, la révision ou l'analyse des documents qui lui ont été communiqués ou mis à sa disposition. L'Information Confidentielle peut être tangible ou intangible et peut être communiquée oralement, par écrit, par moyen ou sur support électronique, par observation visuelle ou par d'autres moyens et comprend également toutes copies, extraits et résumés.

La Partie Réceptrice utilisera les Informations Confidentielles uniquement pour les finalités pour lesquelles elles ont été communiquées et s'interdit d'utiliser, divulguer à tout tiers, d'exploiter commercialement, dupliquer, copier, transmettre ou autrement diffuser ou permettre toute action de ce type, à tout moment avant ou après la fin du défi, sauf pour les besoins autorisés par ce défi. La divulgation de l'Information Confidentielle que ce soit en interne du Commanditaire comme en externe n'est pas autorisée sans l'accord écrit de la Partie Divulgateur.

La Partie Réceptrice s'engage à prendre des mesures raisonnables pour garder secrètes les Informations Confidentielles et pour éviter toute divulgation, diffusion ou utilisation non-autorisée de ces informations. Les « *mesures raisonnables* » incluent, sans limitation : la protection contre l'accès, l'utilisation et la divulgation non-autorisée. La Partie réceptrice s'engage à notifier promptement et par écrit à l'autre Partie toute utilisation non-autorisée, divulgation, perte d'Information Confidentielle de la Partie divulgateur en violation du présent Règlement, la notification incluant le rappel des mesures prises ou envisagées par la Partie Réceptrice pour remédier à la situation.

Les obligations figurant dans cet Article sont applicables pendant la durée du défi et survivront pour une période de cinq (5) ans après la fin du défi.

XI. ANNULATION ET SUSPENSION DU DEFI

Le Ministère des Armées se réserve le droit d'annuler ou de suspendre le défi notamment en cas de :

- force majeure ;
- fraude de quelque nature que ce soit.

Le Ministère des Armées ne pourra être tenue pour responsable d'une annulation ou d'une suspension du défi conformément au présent Article et aucune indemnité ou compensation ne sera due aux candidats.

XII. LOI APPLICABLE

Le règlement et le défi sont soumis au droit français.

Je soussigné, Prénom et NOM :

Agissant en tant que :

Et représentant dument habilité de l'organisme suivant :

Fait le, à

Signature